



**PRÉFET
DE L'YONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général aux affaires départementales
Bureau de l'environnement**

Arrêté n° PREF-SGAD-BE-2025-0353

du **03 SEP. 2025**

**portant mise en demeure de la société VARAX
de régulariser la situation de l'installation de tri et transit de déchets
qu'elle exploite sur le territoire de la commune de CHAMPIGNY SUR YONNE**

Le Préfet de l'Yonne,

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1 et suivants, L. 511-1 et L. 514-5 ;

VU le code de justice administrative ;

VU le récépissé de déclaration n° 2012/093 au titre des rubriques 2714-2 et 2718-2 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement délivré le 21 juin 2012 ;

VU la rubrique 2714 (installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 6 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 11 juin 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU le projet d'arrêté transmis le 1^{er} juillet 2025 à l'exploitant en application de l'article L. 171-6 du code de l'environnement ;

VU l'absence d'observation de l'exploitant sur le projet d'arrêté précité ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 171-8 du code de l'environnement dispose qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure, la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

CONSIDÉRANT que lorsque le volume de déchets présents au titre de la rubrique 2714 de la nomenclature des installations classées est supérieur à 1 000 m³, l'installation est soumise au régime de l'enregistrement ;

CONSIDÉRANT que l'article 3.5 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé dispose :

Entreposage des déchets

« Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets sont distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).

L'exploitant dispose des moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.).

La hauteur des produits ou déchets entreposés n'excède pas trois mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.

Pour la rubrique n° 2711, les bouteilles de gaz liquéfié équipant des équipements tels que cuisinières ou radiateurs sont retirées avant qu'ils ne soient introduits dans un endroit non ouvert en permanence sur l'extérieur.

Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :

- la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ;
- l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie. »

CONSIDÉRANT que l'article 4.1 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé dispose :

Moyens de lutte contre l'incendie

« L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment :

- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits et déchets gérés dans l'installation ;
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire.

Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées :

- d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que :

1. des bouches d'incendie, poteaux, ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ;
2. des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours.

Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.

Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m³/h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ;

- d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ;

- d'une réserve de sable meuble et sec en quantité adaptée au risque ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre et des pelles.

Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle. » ;

CONSIDÉRANT que l'article 5.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé dispose :

Rejet des effluents

« Le dispositif de traitement des effluents susceptibles d'être pollués est entretenu par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées. » ;

CONSIDÉRANT que l'article 5.6 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé dispose :

Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée

« Une mesure des concentrations des différents polluants visés au point 5.3 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation, ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent point. » ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 1^{er} avril 2025, l'inspecteur de l'environnement a constaté que l'exploitant ne respecte pas les dispositions précitées :

- le volume de déchets présents sur site correspondant à la rubrique 2714-2 est supérieur à 1 000 m³, estimé par l'exploitant le jour de l'inspection à environ 2 000 m³ ;
- les aires de réception, de transit, regroupement ou tri des déchets ne sont pas clairement repérées et il n'y a pas de zone d'entreposage par type de déchets ;
- les installations ne disposent d'aucune réserve d'eau sur site et la bouche incendie la plus proche est localisée à plus de 600 mètres de l'entrée ;
- le séparateur d'hydrocarbures ne fait l'objet d'aucun entretien depuis sa mise en service ;
- aucune surveillance des rejets aqueux en sortie du séparateur d'hydrocarbures n'est réalisée.

CONSIDÉRANT que l'installation, dont l'activité a été constatée lors de la visite du 1^{er} avril 2025 et relève du régime de l'enregistrement, est exploitée sans l'enregistrement nécessaire en application de l'article L. 512-7 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les constats réalisés au cours de l'inspection montrent que les installations peuvent porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que, selon l'article L. 171-7 du code de l'environnement, lorsqu'une installation classée est exploitée sans avoir fait l'objet de l'enregistrement requis, le préfet met en demeure l'exploitant de régulariser sa situation, en déposant une demande d'autorisation dans un délai déterminé ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 I du code de l'environnement en mettant en demeure la société VARAX de respecter les prescriptions des articles 3.5, 4.1, 5.2 et 5.6 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé ;

SUR proposition de Madame la Secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne,

ARRÊTE :

Article 1^{er} – Mise en demeure

La société VARAX, exploitant une installation de tri et transit de déchets non dangereux sise rue du Petit Coudroy sur le territoire de la commune de Champigny-sur-Yonne (89340), est mise en demeure de respecter les prescriptions applicables à son installation soumise au régime de la déclaration :

- **dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les prescriptions de l'article 3.5 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé en organisant et identifiant les différentes aires de tri des déchets ;
- **dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les prescriptions de l'article 4.1 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé en équipant son installation de moyens de lutte contre l'incendie appropriés ;
- **dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les prescriptions de l'article 5.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé en se conformant au protocole d'entretien de son dispositif de traitement des effluents aqueux susceptibles d'être pollués ;
- **dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté**, les prescriptions de l'article 5.6 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 susvisé en réalisant une campagne de mesure des rejets aqueux de son séparateur d'hydrocarbures.

S'agissant du dépassement du seuil de l'enregistrement au titre de la rubrique 2714 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

- **dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté**, la société VARAX fera connaître laquelle des deux options suivante elle retient pour satisfaire à la régularisation de sa situation administrative ;
 - dans le cas où elle opte pour l'évacuation des déchets, celle-ci doit être effective **dans un délai de trois mois** ;
 - dans le cas où elle opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'enregistrement, ce dernier doit être déposé **dans un délai de 3 mois**. La société VARAX fournit dans un délai de deux mois les éléments justifiant du lancement de la constitution d'un tel dossier (commande à un bureau d'étude, etc.).

Article 2 – Publicité et notification

Le présent arrêté est notifié à la société VARAX.

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

Article 3 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal administratif de Dijon :

- 1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- 2° Par les tiers, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Le Tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Dans un délai de deux mois, le destinataire du présent arrêté peut également saisir le préfet d'un recours gracieux ou le ministre chargé de la transition écologique d'un recours hiérarchique, dont l'exercice interrompt le délai de recours contentieux. L'absence de réponse au terme de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Article 4 – Exécution

Madame la Secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- Madame la Sous-préfète de Sens,
- Monsieur le Maire de Champigny-sur-Yonne,
- Monsieur le Directeur du Service départemental d'incendie et de secours,
- Monsieur le Directeur général de l'Agence régionale de santé Bourgogne-Franche-Comté,
- Monsieur le Responsable de l'Unité interdépartementale Nièvre-Yonne de la DREAL.

Fait à Auxerre, le **03 SEP. 2025**

Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-préfète,
Secrétaire générale,



Cécilia MOURGUES

